

## Centrafrique/Référendum de dimanche

### Le satisfecit

FP  
Bangui/Centrafrique

**Qu'importe perturbations et violences. Gouvernement et partenaires internationaux se rejoignent dans le même satisfecit.**

**MALGRE** les perturbations et violences qui ont émaillé le référendum constitutionnel à Bangui et en province, gouvernement centrafricain et partenaires internationaux se félicitent officiellement du "bon déroulement global" du scrutin dans ce pays ruiné par trois années de conflit. Près de deux millions de Centrafricains étaient appelés aux urnes dimanche pour approuver une nouvelle Constitution, tour de chauffe avant la présidentielle et les législatives du 27 décembre, censées clore une transition à bout de souffle et remettre le pays sur les rails. Le scrutin a été prolongé lundi dans certaines zones, notamment dans le quartier musulman de Bangui où avaient eu lieu la veille des combats à l'arme lourde, et en province où

plusieurs incidents violents ont été rapportés. Le taux de participation dans le pays n'était toujours pas connu hier. Quant aux résultats, qui devaient être rendus publics dans les 72 heures suivant le scrutin, ils pourraient être annoncés avec plusieurs jours de retard, selon l'Autorité nationale des élections (ANE). Le ministre de l'Administration du territoire, Modibo Bachir Walidou, a exprimé hier "la satisfaction du gouvernement" concernant "le bon déroulement global" des opérations. Il a salué le "courage et l'adhésion du peuple centrafricain à la politique de sortie de crise", malgré les tentatives de certains groupes armés d'empêcher le vote. Dans le nord et l'est, à Ndele, Birao et Kaga Bando, fiefs de l'ex-rébellion Séléka à majorité musulmane, les habitants intimidés par des tirs et des menaces ne se sont pratiquement pas rendus dans les bureaux de vote. De même à Bossangoa (ouest), où les milices chrétiennes anti-balaka sont très présentes, des tirs ont dissuadé les gens de voter. Les opérations se sont tou-



Photo : AFP

**Gouvernement et partenaires internationaux jugent satisfaisant le déroulement du référendum de dimanche dernier, malgré les perturbations et les violences.**

tefois déroulées normalement dans environ 80% des bureaux de vote du pays, notamment dans sud et l'ouest, selon le chef adjoint de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca), Diane Corner. "Il y a des ratés, certes, mais il faut voir d'où l'on part, ce pays est complètement détruit (...) le simple fait que le référendum ait pu avoir lieu est déjà une réussite", estime de son côté une source sécuritaire française sous couvert d'anonymat. **"QUELLE LEGITIMITE ?"** Les échéances électorales ont été repoussées plusieurs fois en raison de l'in-

lativise le succès du référendum. "Les choses se sont assez bien passées à Bangui et dans les régions majoritairement chrétiennes de l'ouest", les plus peuplées, où vit la minorité musulmane "n'a quasiment pas voté" excepté certaines villes comme Bambari où le scrutin s'est déroulé sans incident majeur. Ce scénario risque de se reproduire lors des élections de fin décembre, estime cette source, qui se demande "quelle légitimité aurait un gouvernement élu sans les populations du nord-est", largement exclu du développement et abandonné aux bandes armées depuis des décennies. Depuis New York, le patron des opérations de maintien de la paix de l'Onu, Hervé Ladsous, a "exhorté" lundi les autorités centrafricaines à sévir contre les fauteurs de troubles. "Nous ne devons pas laisser une poignée de gens, comme cela a été le cas hier (dimanche), perturber les aspirations de beaucoup à un succès du processus électoral"

## Burundi/Pendant les violences

### " Tout va bien " dans le pays

AFP  
Paris/France

**Bien que Bujumbura ait vécu vendredi dernier ses pires tueries depuis le début de la contestation, le régime du président Nkurunziza s'efforce de vendre l'idée d'une apparente normalité.**

ON ne le sait peut-être pas assez, mais c'est "la semaine du Thé" au Burundi... Malgré un nouveau bain de sang à Bujumbura, et un pays qui s'enfoncé dans la guerre civile, le régime du président Pierre Nkurunziza veut vendre l'idée d'une apparente normalité. Cette stratégie semble plutôt payante face à une communauté internationale impuissante, dont l'action se résume essentiellement à demander un retour au dialogue. Plus aucun média indépendant ne reste sur place pour témoigner des violences. Sur les comptes Twitter officiels et progouvernementaux, l'actualité au Burundi est centrée sur le président Nkurunziza qui a inauguré lundi en coupant un ruban rouge "la semaine du Thé", une "carte actualisée" des sites touristiques du pays, et une "visite de courtoisie" au vice-président d'une

"délégation de la Commission des droits de l'Homme et des peuples de l'Union africaine"...

La communication est minimum sur la répression de vendredi, qui a fait selon un bilan de l'armée 87 morts, 79 "ennemis" et 8 soldats et policiers. Selon les témoignages d'habitants, des dizaines de jeunes ont été retrouvés, parfois les bras ligotés dans le dos et exécutés à bout portant, tués par la police et des éléments de l'armée en représailles à une vaste attaque coordonnée menée quelques heures plus tôt par des assaillants non identifiés sur trois camps militaires de Bujumbura. La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a dénoncé "des exécutions sommaires" commises "par les forces de sécurité", alors que l'Onu évoque un possible bilan de 200 civils tués. Les cadavres ont été enlevés et enterrés à la va-vite dans des fosses communes. Tandis que dans les quartiers contestataires, où les habitants vivent dans l'angoisse des rafles et des perquisitions de la police, c'est la terreur à huis clos. "Je suis chez moi, enfermée avec mes deux grands fils. On s'attend à l'arrivée des policiers d'un moment à l'autre, c'est la peur !", témoigne par téléphone à



Photo : AFP

**L'apparence de la normalité. C'est l'idée que veut vendre à l'international le régime burundais, alors que les violences s'accroissent dans le pays.**

l'AFP une habitante du quartier de Ngagara. Ces violences sont les plus graves depuis le début de la contestation populaire contre le 3e mandat du président Nkurunziza (au pouvoir depuis 2006 et réélu en juillet) et un coup d'Etat raté en mai.

**"POLITIQUE DE L'AUTRUCHE"** "La stratégie du gouvernement consiste à minimiser la crise tout en maximisant la répression", résume un expert de la région sous couvert d'anonymat. Elle est pour l'essentiel orchestrée par l'influent conseiller à la présidence Willy Nyamitwe, qui, à coups de tweets et re-tweets, occupe un espace

maximum sur les réseaux sociaux, et est devenu le principal porte-parole du régime. "Il s'agit de présenter les insurgés comme un petit groupe d'opposants qui ne représentent rien et veulent renverser les institutions élues par la majorité silencieuse, les paysans travailleurs, sous-entendu la majorité hutu des collines", décrypte un autre expert régional, également sous anonymat. Le régime surfe également sur les attentats jihadistes, en France ou ailleurs, ne manquant pas une occasion de faire un parallèle entre les attaques islamistes dans le monde et les "groupes terroristes (au Burundi) qui n'épargnent pas

les populations civiles et les places publiques à grande concentration de personnes". "Le pouvoir Nkurunziza tient pour le moment, car le (parti présidentiel) CNDD-FDD, issu d'une rébellion armée, peut toujours compter sur un noyau dur de partisans et contrôle fermement la police et les services de renseignements", explique la même source. A l'exception de Bujumbura, "l'intérieur du pays vit sous une chape de plomb, avec une pression énorme, et un maillage de surveillance très serré des populations mis en place par le parti-Etat qu'est devenu le CNDD-FDD". Pour le spécialiste de l'Afrique des Grands lacs André Guichaoua, le régime met en avant le narratif "d'une situation intérieure normale, où la population vaque à ses occupations". Mais dans les faits, le CNDD-FDD "marginalise, évince ou élimine méthodiquement tous ses opposants potentiels ou avérés", et met en œuvre "une politique de terreur ostensible qui n'épargne personne, y compris au sein de l'appareil dirigeant", et ce "dans une impunité totale", accuse-t-il. Une stratégie qui "lui a bien réussi" jusqu'à présent.

## L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Politique. L'aveu du gouvernement**  
Le parti au pouvoir en Afrique du Sud a reconnu hier avoir sous-estimé "le bain de sang" économique provoqué par la nomination la semaine dernière d'un député inexpérimenté au poste-clé de ministre des Finances, une décision qui avait affolé les marchés et sur laquelle est revenue le président Jacob Zuma.
- **Burkina Faso/Politique. Kaboré : élection confirmée**  
Le Conseil constitutionnel a confirmé hier l'élection à la présidence du Burkina Faso de Roch Marc Christian Kaboré, ancien baron du régime de Blaise Compaoré, passé dans l'opposition un an avant sa chute, lors de la proclamation officielle des résultats du scrutin du 29 novembre à Ouagadougou.
- **Guinée Equatoriale/Justice. Teodorin Obiang : pourvoi rejeté**  
La Cour de cassation française a rejeté hier le pourvoi formé par Teodorin Obiang, le fils du président équato-guinéen, qui demandait l'annulation de son inculpation dans l'affaire dite des biens mal acquis en invoquant l'immunité dont il bénéficierait en tant que deuxième vice-président de son pays.
- **Mali/Attentat. Le Radisson Blu rouvre ses portes**  
L'hôtel Radisson Blu de Bamako, théâtre le 20 novembre d'une attaque armée ayant fait 20 morts dont 14 étrangers, a officiellement rouvert hier. "C'est une victoire de la vie sur les jihadistes", a estimé le chef de l'Etat malien Ibrahim Boubacar Keita, qui a visité l'hôtel remis à neuf.

## A travers le monde

- **Arabie Saoudite/Jihadistes. 34 pays musulmans unis dans une coalition antiterroriste**  
L'Arabie saoudite a annoncé la création d'une coalition de 34 pays musulmans dont l'objectif sera de "combattre le terrorisme militairement et idéologiquement" dans un contexte de montée en puissance de groupes jihadistes.
- **France/Justice. La relaxe pour Marine Le Pen**  
Le tribunal correctionnel de Lyon (centre-est) a relaxé hier la présidente du parti d'extrême droite Front National, Marine Le Pen, poursuivie pour incitation à la haine après avoir comparé, fin 2010, les prières de rue de musulmans à l'Occupation nazie.
- **Syrie/Conflit. Quand Poutine reçoit Kerry**

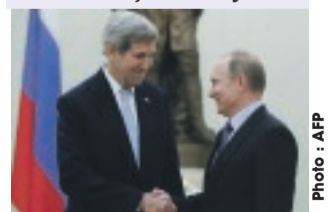


Photo : AFP

Le président russe Vladimir Poutine recevait hier soir au Kremlin le secrétaire d'Etat américain John Kerry pour entendre les "propositions" américaines visant à progresser dans le règlement du conflit syrien avant une probable réunion internationale vendredi à New York.